



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU GARD

Préfecture

Direction des Collectivités
et du Développement Local

Bureau des Procédures
Environnementales
Ref : BPE/LBA/DJ/2015
Tél : 04 66 36 43 03
courriel :
environnement@gard.pref.gouv.fr

Nîmes, le 28 MAI 2015

ARRÊTE PRÉFECTORAL N°15.080N

complémentaire à l'arrêté préfectoral n°03.206N du 15 décembre 2003 réglementant les installations de regroupement, de transit et de traitement de déchets industriels non dangereux exploitées par la SARL FINANCIERE GENTES HOLDING (FGH) à NIMES

Le Préfet du Gard,
Chevalier de la légion d'honneur,

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.516-1, R.516-1 à R.516-6 relatifs à la constitution des garanties financières et l'article R.512-31 ;
 - Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières en application du 5 de l'article R.516-1 du code de l'environnement ;
 - Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées ;
 - Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
 - Vu** l'arrêté préfectoral n°03.206N du 15 décembre 2003 autorisant la SARL FINANCIERE GENTES HOLDING (F.G.H.), dont le siège social se trouve zone industrielle de Saint-Césaire, avenue Joliot-Curie – 30900 Nîmes à poursuivre l'exploitation d'un centre de tri, de transit et de traitement de déchets industriels banals situé à Nîmes, avenue Joliot-Curie ;
 - Vu** l'arrêté complémentaire n°11.102 N du 10 août 2011 d'actualisation du classement du site sous les rubriques n°s 2714-1 et 2791-1 de la nomenclature des installations classées ;
 - Vu** le courrier en date du 20 septembre 2013, complété par un courriel du 17 mars 2015 par lequel la SARL FINANCIERE GENTES HOLDING (FGH) a transmis une proposition de calcul du montant de la garantie financière applicable à ses installations de tri, de transit et de traitement de déchets industriels non dangereux, visées sous la rubrique principale n°2791 ;
 - Vu** le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 7 avril 2015 ;
 - Vu** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 5 mai 2015 ;
 - Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant ;
- L'exploitant entendu ;

Considérant que la SARL FINANCIERE GENTES HOLDING (F.G.H.), exploite des installations soumises à autorisation au titre de la rubrique n°2791 de la nomenclature des installations classées listée par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et existantes à la date du 1^{er} juillet 2012 ;

Considérant que ces installations, compte-tenu des seuils ou des rubriques concernées, sont soumises à l'obligation de garanties financières depuis le 1^{er} juillet 2012, conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;

Considérant que la proposition de calcul de garanties financières transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et aboutit à un montant de garanties inférieur à 75 000 euros TTC ;

Considérant que l'exploitant n'est pas astreint à constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité des installations concernées en cas de cessation d'activité, conformément aux dispositions des articles R.516-1-5^o et suivants du code de l'environnement ;

Considérant que le montant des garanties financières est établi sur la base des quantités de déchets et de produits non dangereux entreposés sur le site, déclarés par l'exploitant et du coût de leur élimination ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre acte des quantités maximales de déchets pouvant être entreposés sur le site ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION

La société **SARL FINANCIERE GENTES HOLDING (F.G.H.)**, dont le siège social est fixé ZI de Saint Césaire, 1101 Avenue Joliot Curie, 30900 Nîmes, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation de son centre de tri, de regroupement, de transit et de traitement de déchets industriels non dangereux, situé ~~836~~ ¹³⁴⁸ Avenue Joliot Curie à Nîmes, parcelle n°157 de la section KR du plan cadastral.

ARTICLE 2 : QUANTITÉS MAXIMALES DE DÉCHETS POUVANT ÊTRE ENTREPOSÉES SUR LE SITE

A tout moment, les quantités de déchets non dangereux pouvant être entreposés sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les quantités définies dans le tableau ci-après, sur la base desquelles le montant des garanties financières a été calculé.

Catégorie de déchets	Type de déchets	Quantité maximale sur site
Déchets non dangereux	Palettes de bois	683 tonnes
Déchets non dangereux	Bois	72 tonnes
Déchets non dangereux	Broyats de bois	615 tonnes
Déchets non dangereux	Cartons	20 tonnes
Déchets non dangereux	Plastiques	13 tonnes

ARTICLE 3 : ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'établissement demeure soumis aux dispositions des articles R.516-1 et suivants et à ce titre l'exploitant doit maintenir les déchets entreposés sur le site de Nîmes en deçà des quantités prises en considération pour l'évaluation du montant des garanties financières.

L'exploitant doit transmettre au Préfet du Gard une mise à jour de ce montant en cas de modification des installations.

ARTICLE 4 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation conformément à l'article R.516-1 du code de l'environnement selon les modalités définies dans ce même article.

ARTICLE 5 : AFFICHAGE ET COMMUNICATION DES CONDITIONS D'AUTORISATION

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée auprès de la Mairie de Nîmes et pourra y être consultée ;
- une copie de cet arrêté est affichée pendant une durée minimum d'un mois dans cette Mairie ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du Maire ;
- la même copie est affichée en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.
- Un avis au public est inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.
- Cet arrêté est également inséré au sein du site internet départemental de l'Etat dans le Gard (www.gard.gouv.fr) ;

ARTICLE 6 : COPIE

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Gard, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Languedoc-Roussillon, Inspecteur de l'environnement, et Monsieur le Maire de Nîmes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

Le Préfet,

~~Pour le Préfet,
le secrétaire général~~

Denis OLAGNON,

Recours : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Nîmes conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement (Voir annexe 1)

ANNEXE 1

Article L514-6 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement

(Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 art. 148 Journal Officiel du 28 février 2002)

(Loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 art. 31 III 15° Journal Officiel du 3 juillet 2003)

(Loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 art. 31 III 15° Journal Officiel du 3 juillet 2003)

(Loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 art. 15 Journal Officiel du 6 janvier 2006)

(Ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 art. 34 III Journal Officiel du 9 décembre 2005 en vigueur le 1^{er} juillet 2007)

(Loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 art. 15 Journal Officiel du 6 janvier 2006)

(Ordonnance n° 2009-663 du 11 juin 2009 art. 10 et Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 art. 211)

I. - Les décisions prises en application des articles L512-1, L512-3, L512-7-3 à L512-7-5, L512-8, L512-12, L512-13, L512-20, L513-1 à L514-2, L514-4, du I de l'article L515-13 et de l'article L516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II. - Abrogé

III. - Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV. - Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

Article R 514-3-1

Sans préjudice de l'application des articles L.515-27 et L.553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L.514-6 et aux articles L.211-6, L.214-10 et L.216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.